

Yasin, agitateur dans le temple du turnover

Le jeune homme de 27 ans, élu Seci-Unsa, à temps partiel chez Marks & Spencer, est mobilisé contre la loi El Khomri. Une évidence au vu des habitudes de l'enseigne britannique...

« **L**es hussards du secteur du commerce. » Yasin Leguet habille pour l'hiver Marks & Spencer, son employeur, incarnation d'une certaine idée du style anglais. Pour ce délégué du personnel Seci-Unsa de 27 ans, l'enseigne n'a pas attendu la loi El Khomri pour précariser à la chaîne.

« *Le Code du travail? L'entreprise s'en sert pour caler une table* », rétorque-t-il avec gouaille, avant de détailler : « *100 % des salariés pourraient bénéficier de la prime d'activité. 50 % d'entre eux gagnent le smic et quand on veut entamer des négociations annuelle obligatoires (NAO), la direction nous dit qu'on a déjà eu des augmentations, celles décidées en fonction de l'inflation!* » Pourtant, le groupe a réalisé 6 % de bénéfices en plus, en 2015. Le management cool à l'anglo-saxonne est censé faire avaler la dragée. « *On nous parle de manière douceuse, quelqu'un m'a même appelé "mon chat" une fois. C'est le poignard caché dans la langue de miel.* » En 2012, l'étudiant en arabe classique et en hébreu moderne, fils d'un militaire français et d'une mère au foyer algérienne, intègre l'entreprise à temps partiel. Deux ans plus tard, il plonge dans le syndicalisme. « *Par goût de servir les autres.* » Comme 40 % des petits contrats de l'enseigne, avec 1 000 euros de salaire mensuel pour 25 heures de travail hebdomadaires, il « *bricole* » pour finir le mois.

Si l'ambiance conviviale est de mise avec les clients, en arrière-boutique, les employés tournent plus vite que les collections de prêt-à-porter. Les motifs des multiples entretiens disciplinaires sont saugrenus. Rien à voir avec un trait d'humour british. « *Une personne a été convoquée*

parce qu'elle avait porté des oreilles de lapin à Pâques et une autre, licenciée pour 1,36 euro d'erreur de caisse. On jette les gens! Nous sommes en train d'en faire des millions, aux prud'hommes », glisse-t-il, malicieux.

« Un barème indicatif aux prud'hommes serait un cadeau pour notre entreprise ! »

Pour le bouillant syndicaliste, il faut à tout prix barrer la route à loi El Khomri. « *Un barème d'indemnisation indicatif aux prud'hommes serait un cadeau pour notre entreprise! Ils pourraient prévoir leurs dépenses en termes d'indemnisation et ça serait encore plus la fête!* » expose Yasin, avant de préciser qu'il est lui-même sous le coup d'une procédure de licenciement pour fait syndical.

Hier, l'Unsa n'appelait pas à manifester, mais c'était le cas du Seci-Unsa (Syndicat des employés du commerce et de l'industrie). Ni une ni deux, il a raccroché les costumes pour défiler. « *Du A d'Unsa, j'ai retenu autonome, donc oui, je suis pour le retrait du texte.* »

Dans ce projet de loi, il a été marqué par l'entourloupe du référendum à l'initiative des syndicats minoritaires. « *J'avais d'abord cru à plus de démocratie en entreprise.* » Quant aux dispositions facilitant les licenciements économiques, « *ça serait du pain bénit pour Marks & Spencer. Entre 2014 et 2015, 83 % des 600 salariés ont quitté l'entreprise* », précise ce grand

voyageur, ardent explorateur du Proche-Orient, du Japon ou encore de l'Éthiopie. S'il se rêve « *écrivain aventurier* », l'amateur de jazz n'a pas encore fini de jouer la musique de la contestation sociale. ♦

CÉCILE ROUSSEAU

Ni une ni deux, il a raccroché les costumes pour défiler.
« Du A d'Unsa, j'ai retenu autonome, donc oui, je suis pour le retrait du texte. »